

## La pénurie alimentaire dans la région de la Sangha (Congo)

M. Samba\*

Keywords : Food sufficiency — Self financing.

### Résumé

*Le problème de la pénurie alimentaire dans la région de la Sangha s'accompagne d'angoissants paradoxes. La région offre des conditions très favorables au développement de l'agriculture vivrière : climat équatorial avec abondance de pluies et de soleil, de nombreuses terres en friches, de nombreux cours d'eau, etc.*

*Malgré ces atouts, la production vivrière est dérisoire. La mortalité infantile très élevée 17,5 % (6) est bien souvent liée à la malnutrition.*

*Contrairement à ce qui est couramment admis, cette pénurie alimentaire ne provient pas des obstacles naturels ni d'une quelconque passivité ou immobilisme des paysans mais de mauvaises politiques agricoles pratiquées dans la région.*

*Cet article explore ces paradoxes et fournit chemin faisant un cadre d'analyse et d'orientations permettant de surmonter la crise alimentaire qui sévit dans la région.*

### Summary

*The problem of food shortage in Sangha region is accompanied by alarming paradoxes. The region offers extremely favorable conditions for the development of agriculture : equatorial climate with abundance of rains and sun, a lot of uncultivated areas, a lot rivers, etc.*

*Despite these advantages, food crops production is insignificant in the light of the very high infant mortality in the area 17.5 % (6), a death rate which is often bound with malnutrition.*

*Contrary to what is commonly admitted, this food shortage is caused neither by natural obstacles nor by a certain passivity or immobility among peasants but by bad agricultural politic in the region.*

*This article investigates these paradoxes and suggests in the same way a frame of analyses and orientations which could help overcome the regions savers food shortage.*

### 1. Introduction

Le problème de la famine dans le tiers-monde a été traité par un grand nombre d'économistes. Certains pensent qu'il provient des obstacles naturels; d'autres pensent qu'il est dû à la passivité des paysans; d'autres enfin considèrent qu'il est le résultat de mauvaises politiques agricoles. Ce problème auquel on n'a pas pu apporter des solutions satisfaisantes suscite des nombreuses inquiétudes. Nous avons donc cherché, au travers des enquêtes réalisées sur le terrain notamment dans la région de la Sangha, à fournir une brève analyse de son évolution au cours des dernières années (Tableau 3). Nous nous sommes également attachés à proposer quelques orientations susceptibles de le résoudre.

### 2. Matériel et Méthodes

Les résultats présentés sont issus des enquêtes par sondage aléatoire réalisées pendant la période 1979-1989, auprès de 50 familles dans les villages.

Nous avons procédé à des entretiens individuels et collectifs avec les familles paysannes des autres villages et quartiers en vue d'une étude comparative.

Ces résultats proviennent donc d'échantillons annuels successifs. Les villages ont été choisis selon leur écologie et selon l'importance de leur population. Nous les avons choisis aussi représentatifs que possible en fonction des réalités de la région. La synthèse des enquêtes réalisées dans les villages nous a permis de dégager les problèmes susceptibles d'être généralisés à l'ensemble de la région et aussi des problèmes très spécifiques à un village. Le premier type de problèmes nous a permis d'extrapoler les résultats à l'ensemble de la région.

Par ailleurs, il convient de signaler que les données statistiques concernant l'évolution de la production vivrière et du cacao (Tableau 3) durant les périodes 1955-1956 issues d'enquêtes bibliographiques (7) sont assez vieilles. Elles présentent néanmoins l'intérêt de confirmer certaines évolutions.

La région de la Sangha se situe dans la partie Nord-Ouest de la République du Congo, en zone équatoriale, celle de la grande forêt. Elle est limitée au Nord par le Cameroun et le Centrafrique, au Sud par la région de la Cuvette, à l'Est par la région de la Likouala et à l'Ouest par le Gabon.

\*Institut de Développement Rural. Université Marien Ngouabi, B.P. 69, Brazzaville, République du Congo.

Reçu le 27.11.91 et accepté pour publication le 13.03.95.

Le climat est de type équatorial à quatre saisons, deux saisons des pluies en mars-juin, septembre-novembre, deux saisons sèches en janvier-février, juillet-août. La moyenne pluviométrique annuelle est de 1600 mm.

Les études pédologiques menées par les chercheurs de l'ORSTOM (4) et la carte pédologique de l'Atlas au Congo, font apparaître deux types de sol : les sols hydromorphes et les sols ferrallitiques rouges parmi lesquels on distingue ceux qui proviennent des granites et des gneiss et ceux qui proviennent des roches basiques. Ces sols ferrallitiques ont une teneur en matière organique voisine de 2,5-5,5 %. Ils sont acides et sauf exception très localisée, ils sont en général pauvres.

### 3. Résultats et discussion

La population est passée de 31.000 habitants en 1962 à 45.000 habitants en 1982, soit un taux d'accroissement annuel d'environ 2 % (2), soit pour la région une croissance assez rapide. La population agricole totale (chefs d'exploitation, membres de la famille du chef vivant sur l'exploitation, qu'ils y travaillent ou non, aides familiaux et salariés agricoles) est estimée à 30.000 personnes soit 67 % de la population totale; ces derniers temps, alors que la taille des ménages a tendance à s'accroître, le nombre d'actifs agricoles, en particulier la population agricole familiale (chefs d'exploitation, membres de la famille du chef vivant sur l'exploitation), baisse.

**TABLEAU 1**  
Taille des ménages et nombre d'actifs agricoles (1981)

Champs	Travailleurs	Rationnaires	Superficie total cultivée (ha)	Superficie par rationnaire
N° 1	3	12	0,74	0,06
N° 2	2	23	0,57	0,02
N° 3	2	3	0,18	0,06
N° 4	5	18	0,40	0,02
N° 5	3	4	0,45	0,11
N° 6	2	9	0,35	0,03
N° 7	4	6	0,39	0,06
N° 8	2	7	0,51	0,07
N° 9	2	5	0,60	0,12
N° 10	4	17	0,62	0,02
Moyenne	3	10	0,46	0,057

Les rationnaires sont constituées essentiellement de jeunes élèves qui s'intéressent de moins en moins à l'activité agricole jugée peu rémunératrice.

La population totale est répartie sur une superficie de 34.000 km<sup>2</sup>, ce qui donne une densité de 0,7 habitants au km<sup>2</sup> nettement inférieure à la moyenne nationale (5,8 habitants/km<sup>2</sup>).

En dehors des centres urbains, où compte tenu de l'exode rural, la densité de population est un peu plus forte que dans les villages, une grande partie de la région est sous-peuplée. Malgré ce sous-peuplement on cultive très peu de terre. En se référant aux rapports de la Direction Régionale du développement rural, la superficie cultivable est de 2.500.000 ha dont 12.000 ha de terres cultivées.

La superficie nécessaire pour nourrir un habitant sur l'exploitation dans le système actuel correspond à vingt-six ares. On cultive très peu de terres, pourtant aujourd'hui la majorité de la population peut avoir accès à la terre sans avoir ni à l'acheter ni à la louer. Cette situation ne peut donc être attribuée au manque de terres. A notre sens, c'est principalement la force de travail disponible qui limite la superficie cultivée, tout le travail se faisant à la houe.

#### 3.1. Activités agricoles

Les activités agricoles pratiquées dans la région sont par bonheur diversifiées; les principales cultures sont le manioc, la banane plantain; aliments de base cultivés en association avec l'arachide, le maïs, la patate douce, le taro, l'igname et les légumes locaux (amarante, oseille, etc.). La principale culture de rente est le cacao. L'élevage est pratiqué par la plupart des familles avec un cheptel composé de volailles, de caprins, d'ovins, de porcins et de bovins. Malgré l'important réseau hydrographique de la région, la pêche est extrêmement limitée. Le poisson y est rare et cher.

#### 3.2. Production vivrière

La production vivrière est dérisoire. Dans l'écosystème actuel, la population (quarante-cinq mille habitants) ne parvient pas à se nourrir d'une manière satisfaisante.

**TABLEAU 2**  
Production vivrière dans la région

Produits	Calones/kg	Production actuelle en tonnes (F)	Consommation actuelle en mégacalories (M.C)
Manioc	1000	16.000	16.000
Banane plantain	900	2.000	1.800
Viande	1700	0,5 kg/famille par semaine	619
		3.500 x 52 = 364	
Poisson	1400	1 kg/famille par semaine	509
		7.000 x 52 = 354	
		Total	18.928

Dans ce tableau, les productions de viande et de poisson n'ont pu être approchées que par la consommation locale. Il est vraisemblable qu'elles sont supérieures aux chiffres avancés. L'unité de mesure employée pour les consommations est la mégacalorie (M.C.) ou million de grandes calories. Unité très pratique puisque la ration annuelle minimale humaine est de l'ordre de 1 M.C.

Les besoins de la région de la Sangha étant de 45.000 mégacalories, il y a un important déficit en produit vivrier. En ce moment, ce déficit est comblé par l'achat de vivres sur le marché.

La santé étant en relation étroite avec l'alimentation, pour confirmer ce diagnostic nous nous sommes rendus dans les dispensaires constater s'il y avait des maladies liées à une alimentation insuffisante.

La population du District de Souanké est estimée à 13.000 habitants; la population des villages situés au-delà d'un rayon de plus de six kilomètres ne fréquente pratiquement

pas le dispensaire; au dispensaire de la localité, en pédiatrie, sur 150 entrées, nous avons enregistré 5 cas de malnutrition proprement dite et 112 cas de malnutrition associés à la diarrhée, la rougeole et la coqueluche; soit 117 cas de malnutrition sur 150 entrées, presque la totalité des entrées.

### 3.3. Causes profondes de la pénurie alimentaire dans la région

On a cherché à expliquer la pénurie alimentaire, la famine dans les pays en voie de développement comme étant liée à une forte densité de population, à une inégale répartition des terres, aux mauvaises conditions climatiques, à la pauvreté des sols, etc.

Certes ces facteurs entrent pour une large part dans l'apparition des famines mais ils ne constituent pas les racines profondes du mal. Car s'il en était ainsi, la faim serait un phénomène inéluctable.

Comment expliquer que la pénurie alimentaire sévisse dans la région de la Sangha où la densité de population est très faible, où il y a abondance de terres cultivables, et non pas au Vietnam où la densité la population est très forte (140 hab/km<sup>2</sup>) et où il y a rareté de terres cultivables (0,10 ha/hab, soit 10 ares/habitant) ?

Les mauvaises conditions climatiques, la pauvreté des sols ne peuvent pas non plus expliquer la crise alimentaire qui sévit dans la région car avec les moyens techniques dont on dispose à l'heure actuelle, l'agriculture pourrait nourrir plus de 12 millions de personnes selon certains auteurs.

Les causes profondes de la crise alimentaire sont d'ordre politique, économique et social. Les origines de ce drame, notamment de l'échec de l'agriculture dans la région résident dans l'échec des politiques agricoles. Ces politiques sont d'une part le résultat de mauvaises analyses de la situation et d'autre part la conséquence des politiques des pouvoirs publics engagés et maintenus dans des voies sans issues et donc le résultat de l'application du système socio-économique dominant.

La culture de cacao a été introduite dans la région en 1933, dans le District de Souanké venant de Lomié (Cameroun). Depuis, elle n'a cessé d'être encouragée par l'administration. Les hommes valides se saisirent vite de cette activité bien plus lucrative que le vivrier; les plantations sont établies sur les meilleures terres plus proches des villages. Les femmes désormais seules à s'occuper du vivrier doivent parcourir de longues distances en forêt pour trouver les meilleures terres. De ce fait on note déjà une diminution de la productivité du travail dans la mesure où elles perdent ainsi beaucoup de temps pour se rendre au champ et en rapporter les récoltes. Elles ont moins de force pour abattre les arbres. Elles sont acculées à la culture permanente; la productivité des terres baisse surtout aux alentours des centres urbains. Ces baisses de productivité sont la cause essentielle des déficits vivriers qui s'aggravent ces derniers temps. Avant la période coloniale, la production vivrière était variée et abondante dans

la région; elle permettait en quantité et en qualité de couvrir aisément les besoins de la population. Dans les agglomérations comme Ouesso, Sémbé, Souanké, chaque famille pourvoyait aisément à sa subsistance.

L'évolution de la production des cultures vivrières et du cacao est reprise au tableau 3.

**TABLEAU 3**  
Evolution de la production vivrière et du cacao

Cultures	Années							
	1955	1956	1957	1958	1960	1980	1985	1986
Manioc	400	8400	8400	7500	7500	2960	17077	16320
Banane plantain	5600	2040	2600	3000	-	2000	1506	1518
Mais	700	310	310	300	-	106	177	176
Arachide	90		222	222	-	48	-	-
Patate, Taro, Igname	230	70	100	100	-	170	174	184
Paddy	50	10	13	2,5	-	-	-	-
Pomme de terre	4	2,5	8,5	1,0	-	-	-	-
Cacao	77	137	149	249	-	1500	1279	842

Exprimée en tonnes, la production des denrées alimentaires de base (manioc, banane plantain) augmente de 1955 à 1958.

Cette période correspond à une augmentation de la production de cacao mais dans la phase de lancement de celle-ci.

Suit une période de diminution de la production de manioc et de banane plantain jusqu'en 1980, caractérisée par une très forte augmentation de cacao.

Après 1980, la production de manioc et de banane plantain augmente à nouveau. Cette période est caractérisée par une baisse tendancielle de la production de cacao. Il est à noter que les augmentations enregistrées après 1980 n'ont pas permis de combler le déficit en produits vivriers.

Mais si limitée qu'elle soit, la culture du cacao accapare une part excessive de l'encadrement, du crédit agricole et de la commercialisation.

Si les paysans la pratique encore, malgré la rémunération modeste (1 kg de cacao de qualité supérieure valait en 1989 140 F contre 220 francs les années précédentes, c'est qu'ils sont sûrs de vendre la récolte. Cette facilité n'est nullement garantie pour les cultures vivrières. La production vivrière s'est donc effondrée au point que la population locale par nécessité économique n'est presque plus ravitaillée que par les denrées alimentaires importées. En comparant l'alimentation des familles au centre urbain de Ouesso, nous avons observé que la consommation de poisson et de viande tend à diminuer tandis qu'augmente celle des boîtes de conserves (sardine, corned beef, pilchard, etc.).

Le riz et le pain (de blé importé) remplacent en partie et de façon croissante le manioc et la banane plantain. En un quart de siècle la stratégie alimentaire du paysan de cette région a profondément changé; plutôt que de cultiver ce

dont il a besoin pour se nourrir, il cultive pour commercialiser et il compte de plus en plus sur le marché pour s'approvisionner.

Le programme actuel de développement de la production agricole (5) élaboré par le ministère du développement rural pour résoudre ce problème prévoit, je cite «l'augmentation des superficies par actif, la systématisation de la motorisation et l'introduction de pesticides».

Dans les conditions actuelles de déficit alimentaire, il paraît plus prudent de préférer l'utilisation de la fumure organique à l'extension des superficies.

### 3.4. Devenir de la production agricole dans la région

En ce moment le meilleur moyen de développer la production agricole est de s'engager vers le plein emploi des ressources locales : d'abord les hommes, puis les diverses formes de fumures : fumiers, composts, engrais verts, etc.

L'intensification biologique, qui permet aux paysans de compter d'abord sur leurs propres forces, exigera de leur part une masse élevée d'investissements humains et fort peu de devises (3). Ce système de production engagera l'écosystème dans une voie progressive même si les résultats seront au départ moins spectaculaires.

Il permettra à la production de croître au moins au rythme de la population et si possible un peu plus sans dégrader irrémédiablement l'écosystème (1).

Sur une surface moindre consacrée aux cultures vivrières, on récoltera plus, on disposera de denrées alimentaires de meilleure qualité.

Les enquêtes que nous avons menées montrent que déjà certains paysans disposent de variétés précoces de manioc, notamment en manioc doux. Il y a là possibilité de multiplication des récoltes à exploiter d'autant plus que les conditions climatiques de la région s'y prêtent; au lieu d'une récolte de manioc par an on peut en faire deux. Cette multiplication des récoltes, tout en relevant le taux de rotation des terres, accélérera le développement de la production sans exiger d'investissements importants.

La population s'accroît à un rythme de 2 % par an. A ce rythme, le temps de doublement de la population se situe autour de 35 ans. Il faudrait alors que dans cet avenir peu lointain, en supposant que tous les habitants restent et continuent à s'alimenter avec les produits de la région, que la production vivrière s'accroisse. Les besoins en manioc seront de 13.140 tonnes par an soit 65.700 tonnes de tubercules. En 1989, les calamités naturelles ont endommagé les récoltes de manioc, de banane plantain, de maïs et d'arachide (4 mois de sécheresse, cibissi gorille, chimpanzé, etc.) notamment dans le District de Souanké et la production a été fortement réduite. En prévision de ces calamités naturelles, il faudrait produire un tiers en plus c'est-à-dire 21.900 tonnes. Une production globale de 86.600 tonnes de tubercules de manioc serait donc nécessaire pour couvrir les besoins de la population en glucide.

Les chiffres de rendement par saison de culture recueillis dans la région font état d'un rendement en manioc de 7 tonnes/ha. Avec une intensification de cette culture moyennant 10 tonnes de fumier organique à l'hectare, on peut doubler ce rendement.

L'énorme déficit en protéines animales que connaît la région incite à développer dans les meilleurs délais l'élevage de la volaille, des ovins, caprins et bovins dont les besoins sont estimés à 2.250 tonnes par an.

L'analyse de la structure de l'élevage fait apparaître la nécessité d'élever 40 % de volaille, 30 % d'ovins et caprins, 20 % de porcins et 10 % de bovins. Compte tenu de calamités naturelles, notamment la peste aviaire qui en élevage extensif détruit plus de 80 % de la volaille, le nombre d'animaux à élever serait de 660.000 poulets de race locale. Ce type d'élevage serait mieux conduit par les familles paysannes que par les fermes d'Etat. Quant aux ovins, il en faudrait 74.250 têtes dont 22.275 pourraient être élevées par les groupements précoopératifs et 51.975 par les familles paysannes et les porcs, 12.375 têtes dont 8.663 à élever dans le secteur collectif et 3.712 dans le secteur familial.

En ce qui concerne le gros bétail (bovins), il faudrait 3.094 boeufs parmi lesquels les familles paysannes se chargeraient d'en élever 619 et les groupements précoopératifs 2.475 par création de petits troupeaux assistés par des centres d'appui technique mis en place et gérés par l'Etat. Ceci en exploitant les immenses étendues de terres qui existent. Les ressources halieutiques sont encore loin d'être entièrement exploitées. Avec le développement de la pêche artisanale et de la pisciculture, on peut limiter et supprimer les importations actuelles de protéines animales.

Un appoint important en protéines peut être apporté par le développement de la culture d'arachide et de haricot en cultures associées. Les terres exigües très fertiles qui se trouvent à proximité des maisons fumées par les déjections et détritiques méritent d'être mises en valeur par la plantation d'arbres fruitiers (papayers, bananiers doux, agrumes) et de légumes locaux : sources importantes de vitamines moins onéreuses pour les familles.

Par ailleurs, un travail intense d'éducation et d'organisation devrait être fait au niveau des différents services impliqués dans le processus de développement de la production agricole. D'abord l'animation rurale dont l'objectif serait la participation des paysans au développement. Les paysans seraient ainsi initiés aux nécessités du développement. On leur montrerait que le développement est leur affaire et non pas seulement celui de l'Etat. Mais ceci nécessite des cadres bien préparés à leur rôle d'encadreurs par exemple ceux qui acceptent de partager la vie des paysans et ainsi comprendre leurs problèmes. Il s'agit des difficultés d'application pratique du schéma que nous venons de proposer lié à l'insuffisance générale de la moralité de nombre de cadres. Des structures précoopératives pourraient naître de l'effort interne, sans contrainte extérieure. Dans la région, les paysans ont mis en place ce type de structure qu'ils appellent dans leur langue «Djiets»

qui veut dire association. Ces Djets fortement enracinés dans la société traditionnelle marquent le point de départ de la mise en place des coopératives agricoles. Or à ces initiatives paysannes doivent répondre pour en assurer la pleine efficacité, l'attribution des moyens de production suffisants : encadrement technique, appui financier, approvisionnement, commercialisation des produits, etc.

De nombreux obstacles à la mise en valeur de ces orientations existent dont principalement la révision des comportements, le poids des habitudes, la coordination inter-

ministérielle, l'absence de capital et la mauvaise volonté des organismes de financement peu enclins à accorder des prêts au secteur vivrier, etc. Mais animés d'une volonté politique, il est possible de résoudre le problème de la pénurie alimentaire dans la région.

#### Remerciements

Nous tenons à adresser ici nos remerciements au secrétariat de la rédaction pour les conseils apportés lors de la rédaction de cet article.

### Références bibliographiques

1. Deravignan, F., 1977. Un village du Niger devant les experts occidentaux · Le monde diplomatique, novembre 1977, p. 6.
2. Direction des services agricoles de Ouesso. 1979. Rapport annuel.
3. Dumont R., 1986. Pour l'Afrique j'accuse. Edition Terre humaine, Plon.
4. Guillemin R., 1975. Les facteurs physiques de la production agricole en République Populaire du Congo.
5. Ministère du Développement Rural, 1987 Programme d'autosuffisance alimentaire d'ici à l'an 2000.
6. O.R.S.T.O.M., 1977. Cahier d'Outre-Mer.
7. Rapports économiques de la région de la Sangha, 1954.

M. Samba, Congolais. Docteur en Economie et Droit Rural. Maître-Assistant d'Economie Rurale. Institut de Développement Rural (I.D.R.), Université Marien Ngouabi - République du Congo

### **AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE - CHANGING OF ADDRESS - ADRESVERANDERING - CAMBIO DE DIRECCION**

*Tropicultura vous intéresse! Dès lors signalez-nous, à temps, votre changement d'adresse faute de quoi votre numéro nous reviendra avec la mention «N'habite plus à l'adresse indiquée» et votre nom sera rayé de notre liste.*

*You are interested in Tropicultura! Make sure to inform us any change of your address in advance. Otherwise your issue will be sent back to us with the postal remarks «Addressee not traceable on this address» and then you risk that your name is struck-off from our mailing list*

*U bent door Tropicultura geïntereseerd! Stuur ons dan uw adresverandering op tijd door anders riskeert U dat uw nummer ons teruggezonden wordt met de vermelding «woont niet meer op dit adres» en uw naam wordt dan automatisch van de adressenlijst geschrapt.*

*Si Tropicultura se interesa, comuniquenos a tiempo cualquier cambio de dirección. De lo contrario, la publicación que Ud. recibe nos será devuelta con la mención «No reside en la dirección indicada» y su nombre será suprimido de la lista de abonados.*